

## Au sommaire

### 6 ACTES COURANTS - IMMOBILIER

**Environnement.** Examen de la légalité de la « clause-filet » pour l'évaluation environnementale des projets

**Vente.** Modes de modification du prix d'acquisition d'un immeuble par une commune

**Baux d'habitation et à usage mixte.** Prise en compte du report des délais en cas de retard de paiement de loyers pendant le confinement

### 9 ENTREPRISE

**Entreprise.** Nouvelles dispositions relatives au registre national des entreprises

**Société anonyme (SA).** Limites de l'action sociale en responsabilité contre les administrateurs ou le directeur général de la SA

### 11 FAMILLE - PATRIMOINE

**Acte de l'état civil.** Mentions devant être expurgées lors de la délivrance des actes d'état civil

**Indivision.** Caractérisation de la jouissance exclusive justifiant une indemnité d'occupation

### 13 FISCAL

**Enregistrement.** Droits de succession sur l'assurance-vie souscrite avec des fonds hérités en usufruit au profit du nu-proprétaire

**Impôts et taxes.** Effets sur l'imposition des bénéficiaires de la suppression de l'activité de construction-vente dans les statuts de la SCI

**Impôts et taxes.** Traitement fiscal de la remise gratuite au propriétaire soumis à l'IS des constructions au terme du bail à réhabilitation

## À LA LUNE

### Office notarial : précisions concernant les conditions d'ouverture d'un bureau annexe

L'ouverture d'un bureau annexe d'un office notarial était usuelle avant la loi *Croissance*. Depuis la création massive de nouveaux offices, elle pourrait sembler caduque.

La question de la mise en œuvre de cette possibilité n'est toutefois pas éteinte, ainsi que le prouve un arrêt du Conseil d'État du 13 octobre 2023, qui apporte des précisions concernant les conditions de procédure et de fond encadrant le processus de décision par le garde des Sceaux de l'ouverture d'un tel bureau, dans le contexte actuel du maillage territorial des notaires. > **LIRE P. 1**